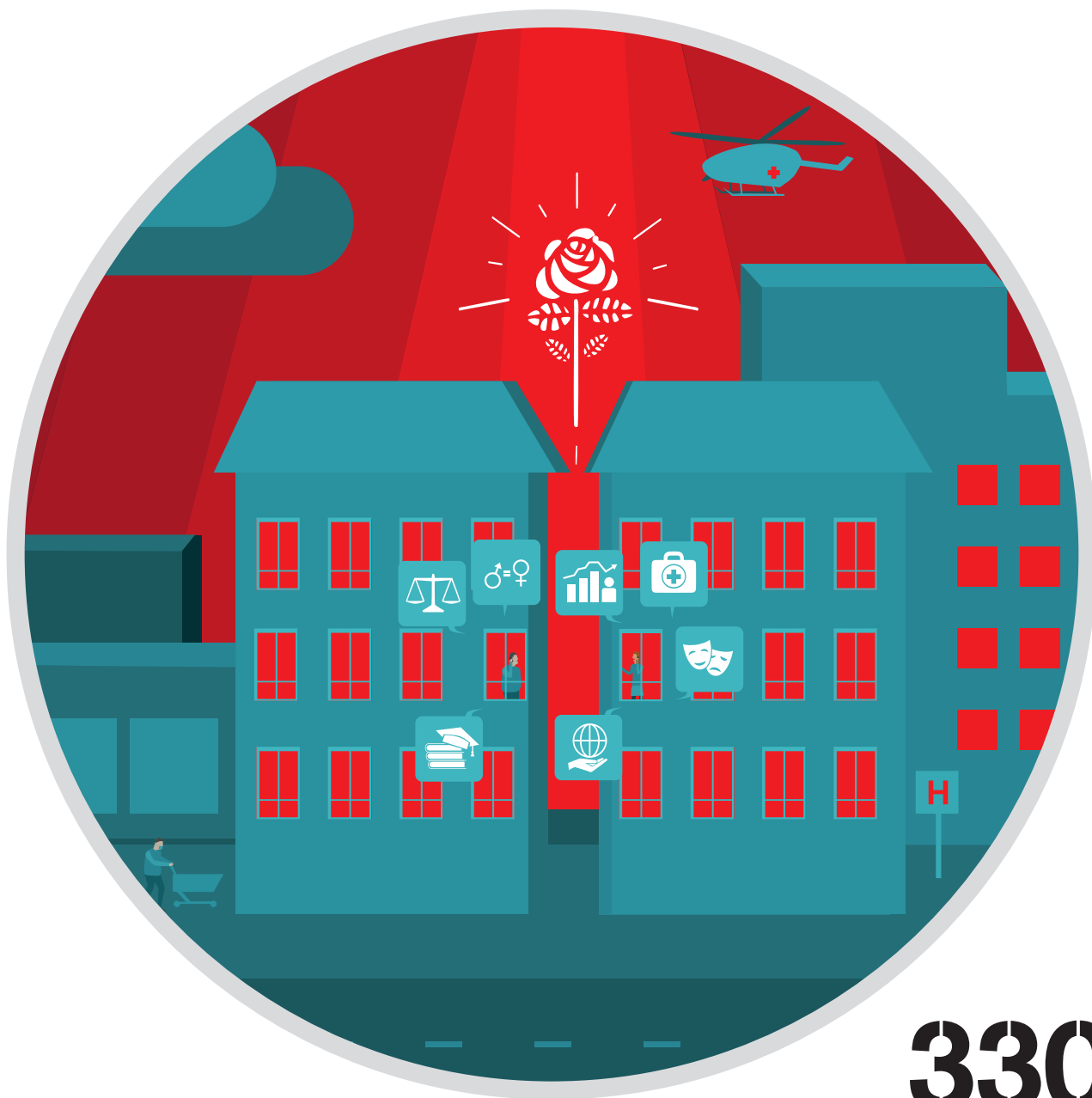


le point.

AVRIL 2020



330

Bulletin du Parti socialiste neuchâtelois

SPÉCIAL TRIBUNE LIBRE

Interdire. Réguler. Instaurer des aides publiques.



Romain Dubois
vice-président du
Parti socialiste neuchâtelois

Tant de mots, d'ordinaire bannis de certains milieux politiques, qui se sont soudain propagés aussi vite qu'un virus. Doit-on en conclure qu'un État ne doit être fort qu'en cas de situation exceptionnelle ?

Non, ce changement de discours ne résulte pas d'une véritable réflexion idéologique de nos adversaires. Il émane au contraire d'une émotion triviale : la peur. Cette peur que ressent une famille précarisée à la fin du mois, qui enserme le travailleur face à la dureté de son métier, qui assaille le réfugié durant sa procédure d'asile...

Voilà des années que les partis bourgeois n'avaient pas tremblé devant d'autres spectres que la fiscalité ou l'administration. Ils se retrouvent aujourd'hui chahutés dans le fleuve de l'incertitude, en compagnie du reste de la population. Car s'il est aisé d'avoir une foi absolue dans le système économique lorsqu'il est façonné par et pour soi, il suffit que survienne une crise indépendante de la volonté humaine pour que le capitalisme chancelle.

Face au danger, quelle meilleure assurance que ce roc solide qu'est l'État ? C'est ce que nous défendons, nous socialistes, depuis des décennies. Nous pourrions, après ces événements, croire que l'Histoire nous fera vaincre. Il n'en est rien !

L'Histoire n'a aucune force propre : le nucléaire n'a pas pris fin après Tchernobyl ni les génocides après la Shoah. Elle est toutefois l'outil du changement, de l'action. Au sortir de cette crise, nous devons nous saisir de cet outil pour prouver que nous avons raison !

En attendant, savourons le spectacle de notre droite à l'ouest et silencieuse, dont les rares interventions doivent lui faire regretter de ne pas s'être tue plus longtemps.

Le Parti socialiste neuchâtelois (PSN) s'engage dans les débats importants et aide à trouver des solutions innovantes, sociales et respectueuses de l'être humain et de l'environnement. Il apporte de nouvelles idées et participe à construire l'avenir.

Impressum

Responsable
Margaux Studer

Graphisme et illustration
Nathan Jucker

Relecture
Johanne Lebel Calame

Impression
H. Messeiller SA
Neuchâtel

Parution
6 fois par an

Abonnement annuel
30 francs

Abonnement de soutien
50 francs

CCP 20-3004-7

PSN
*Parti socialiste
neuchâtelois*
Avenue de la Gare 3
2000 Neuchâtel

Téléphone
032 721 11 80

Courriel
secretariat@psn.ch

Internet
www.psn.ch



KEEP CALM AND CARRY ON

C'est une lapalissade de rappeler que nous sommes en crise sanitaire grave. Les sept conseillers fédéraux sont au front, particulièrement Alain Berset, omniprésent ministre de la santé. Ils prennent les décisions, au-dessus de la mêlée. Ici et là, certaines critiques émergent mais sont presque inaudibles. Les sept conseillers fédéraux ont les pouvoirs absolus. Celui de restreindre, comme je ne l'ai jamais vécu, nos libertés personnelles. Celui de mettre à genoux de nombreux secteurs de l'économie. Celui d'injecter – avec quand même l'accord de commissions parlementaires – 42 milliards (plus de la moitié d'un budget annuel de la Confédération!) d'un coup de cuillère à pot. Et surtout, la responsabilité fondamentale de protéger la population. Les capitaines sont à la barre et cela ne souffre aucune critique. Aux grands maux les grands remèdes! On ne peut que soutenir ce mécanisme.

Pourtant, cela ne doit pas durer. Car si on peut se réjouir d'avoir des leaders en temps de crise, on ne doit jamais oublier que notre premier idéal, tous partis confondus, c'est la démocratie. Étrange sentiment d'être membre de l'Assemblée législative fédérale et de ne rien avoir à dire, n'avoir aucune information autre que celle distribuée au compte-goutte, conférence de presse après conférence de presse. Étrange sentiment d'impuissance. Pas d'initiative possible, pas de référendum, pas de motions ou autres interpellations. Vous êtes très nombreux à m'avoir contacté pour avoir des renseignements, des avis ou des informations. Je n'ai malheureusement pas pu répondre à la hauteur de vos préoccupations, car cela nous est simplement impossible, à nous autres parlementaires, relégués sur le banc de touche en cette période de crise.

Alors oui, soyons honnête. Je ne critique pas ce qui a été fait et j'imagine deux minutes comment cela se serait passé si toutes ces décisions avaient dû être prises par le Conseil national et le Conseil des États, qui n'arrivent pour l'instant pas à se mettre d'accord sur, par exemple, une rente-pont pour les chômeurs âgés qui coûtera... entre 200 et 300 millions par année selon les versions. Le Conseil fédéral, en quelques semaines, situation extraordinaire oblige, a pu décider d'investir l'équivalent de 150 ans de rente-pont! Cette efficacité est nécessaire dans la crise que nous vivons. Mais ne nous y habituons pas, car elle n'est ni normale, ni souhaitable à long terme.



La Suisse, plus qu'aucun autre pays, est attachée à la démocratie. L'exécutif propose, le législatif débat et finit par légiférer, le peuple tranche. C'est long, souvent frustrant quand on est minoritaire comme nous, et ce n'est pas un modèle d'efficacité. Mais cela permet à chacun, directement ou indirectement, de choisir la destinée de ce pays. La décision de réunir les Chambres fédérales prise récemment me semble donc juste, pertinente et urgente. Passé le stade de la décision immédiate qui était nécessaire, nos institutions doivent à nouveau fonctionner le plus normalement possible. Elles doivent corriger les quelques erreurs que la nécessaire rapidité et efficacité a créées (surveillance des rassemblements par Swisscom sur des bases légales à tout le moins pas évidentes, certains indépendants sortis du champ d'application des APG, absence de solution sur le paiement des loyers, activités économiques maintenues malgré un évident non-respect des mesures de sécurité...). Elles doivent parler, corriger, améliorer.

La période que nous vivons, au-delà de son aspect dramatique pour beaucoup, au-delà des privations et des diminutions des libertés individuelles, a ceci d'intéressant qu'elle met à l'épreuve nos institutions. Celles-ci sont solides et répondront présentes à l'appel, avec calme, sérénité et détermination, j'en suis convaincu.



Baptiste Hurni
conseiller national



« VIVE LA SÉCU ! »

En ces temps de pandémie, quand on appartient à la catégorie des « personnes âgées à risque » (merci : à part le diabète, j'ai tout ce qu'il faut), les occasions de se réjouir se font rares.

Certes, pour se distraire il y a bien les apparitions quotidiennes du docteur Koch, le boute-en-train de l'Office fédéral de la santé publique, les conférences de presse de Guy Parmelin quand il parle en allemand, Laurent qui propose à Pietro Bugnon de prendre sa place, « juste une semaine », pour voir comment ça fait, ou Jean-Pierre qui explique à Stéphane Garelli les mérites d'un État fort, mais à part ça l'ambiance générale est plutôt morose. Et ce n'est pas la lettre quotidienne aux aînés publiée dans le journal du coin qui va nous remonter le moral. Parce que dans le genre : « t'en fais pas grand-papa, je te promets qu'on viendra arroser les fleurs sur ta tombe tous les dimanches », difficile de faire mieux.

Pourtant, le vieux social-démocrate réformiste qui signe ce billet a de quoi se réjouir. Car c'est en de telles circonstances que la nécessité d'un solide système de sécurité sociale saute aux yeux, même à ceux des apôtres de la « responsabilité individuelle » qui découvrent les mérites de l'assurance-chômage ou des allocations pour perte de gain élargies d'un trait de plume aux travailleurs indépendants. C'est qu'elle a du bon cette bonne vieille « Sécu », comme disent nos amis français, celle dont parle l'article 41 de la Constitution fédérale :



1 La Confédération et les cantons s'engagent, en complément de la responsabilité individuelle et de l'initiative privée, à ce que:

- a. toute personne bénéficie de la sécurité sociale;**
- b. toute personne bénéficie des soins nécessaires à sa santé;**
- c. les familles en tant que communautés d'adultes et d'enfants soient protégées et encouragées;**
- d. toute personne capable de travailler puisse assurer son entretien par un travail qu'elle exerce dans des conditions équitables;**
- e. toute personne en quête d'un logement puisse trouver, pour elle-même et sa famille, un logement approprié à des conditions supportables;**
- f. les enfants et les jeunes, ainsi que les personnes en âge de travailler puissent bénéficier d'une formation initiale et d'une formation continue correspondant à leurs aptitudes;**
- g. les enfants et les jeunes soient encouragés à devenir des personnes indépendantes et socialement responsables et soient soutenus dans leur intégration sociale, culturelle et politique.**

2 La Confédération et les cantons s'engagent à ce que toute personne soit assurée contre les conséquences économiques de l'âge, de l'invalidité, de la maladie, de l'accident, du chômage, de la maternité, de la condition d'orphelin et du veuvage.

3 Ils s'engagent en faveur des buts sociaux dans le cadre de leurs compétences constitutionnelles et des moyens disponibles.

4 Aucun droit subjectif à des prestations de l'État ne peut être déduit directement des buts sociaux.



L'inscription de ce beau programme dans la Constitution, nous la devons à toutes celles et à tous ceux qui n'ont cessé de se battre, depuis la fondation de l'État fédéral, en 1848, pour promouvoir l'idéal de la justice sociale.

Certes, récolter des signatures pour exiger un financement plus équitable de l'assurance-maladie ou revendiquer l'octroi d'une treizième rente de vieillesse est moins exaltant que de défiler bras dessus bras dessous en chantant *Le Chiffon rouge* ou *Bella Ciao* – l'un n'excluant pas l'autre d'ailleurs – mais à la fin de la journée, c'est tout de même ce qu'il y a dans l'assiette qui importe.

Ce sont souvent les idées les plus simples qui sont les plus aptes à faire la différence entre la gauche et la droite. Il suffit de relire, par exemple, ce que le gouvernement français énonçait de manière limpide, au sortir de la guerre, dans l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la Sécurité sociale, pour comprendre à quel point la droite est aveugle en accusant la gauche d'entretenir dans la population une « mentalité d'assistés » au détriment de la « responsabilité individuelle » :

La sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. Trouvant sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale, elle répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère.



Raymond Spira



LA FIN DE LA MONDIALISATION ?

Question posée lors de l'émission *Forum* du 30 mars 2020.

Ce n'est pas la mondialisation qui est en cause, mais la conception même que certains s'en font. Disons-le d'entrée de jeu, nous ne pouvons qu'être pessimistes quant à « un avant » et « un après » la crise du Coronavirus. Pour que le monde ne reparte pas « comme en 40 », il faudrait une révolution des esprits et des croyances. Or, pour ce faire, encore faudrait-il que les médias – notamment publics – deviennent un peu plus critiques envers les dogmes néolibéraux et remettent en cause les idées reçues. Et malheureusement, ce n'est pas pour demain.

Pour preuve, l'intervention de Stéphane Garelli dans « Le grand débat » de l'émission *Forum* du 30 mars à la RTS. S'agissant de l'avenir de la globalisation après la crise, il a déclaré le plus simplement du monde : « À partir du moment où on va se diversifier, ça veut dire que, nécessairement, on ne va pas avoir accès aux meilleurs fournisseurs, ceux qui sont les meilleur marché... et en fin de compte, des produits peut-être plus chers et de l'autre côté les marges pour les entreprises risquent d'être réduites. **On va être dans un monde qui sera plus sûr mais moins efficace qu'auparavant.** »

On peut donc constater que pour l'« expert » néolibéral qu'est M. Garelli, qui enseigne dans un institut de formation privé « créée par l'industrie pour les besoins de l'industrie » (sic), **l'efficacité du monde se résume à la modicité du prix des produits qu'il crée !**

Ainsi donc, l'efficacité n'aurait nul besoin de tenir compte

- des conditions de production (salaires et conditions de vie des personnes qui produisent les marchandises),
- de l'empreinte carbone due à la fabrication et au transport des objets,
- de l'épuisement des ressources nécessaires à leur production,
- et encore moins de l'utilité de ces produits.

En résumé, pour les néolibéraux, l'efficacité, c'est produire le plus possible au coût le plus bas possible pour dégager le plus grand bénéfice possible. Et ce genre de sornettes est asséné quotidiennement, à longueur de journaux radio-télévisés, par des « experts » ou des journalistes.

Cette pensée néolibérale étroite et parcellaire, que M. Garelli a parfaitement résumée en ses termes, est particulièrement pernicieuse. À force de semer ces sophismes, depuis quarante ans, **grâce aux médias**, les idéologues néolibéraux ont réussi à figer toute réflexion politico-économique ; tant et si bien que leurs experts sont inaptes à remettre en question leurs croyances et à y apporter ne serait-ce que quelques nuances. En tout cas, ces propos si « évidents » n'ont pas eu l'heur d'exciter une seconde l'esprit critique du journaliste de la RTS qui a passé sans broncher à la question suivante.

Pourtant, la crise du Coronavirus met en lumière l'imposture de l'économie néolibérale et démonte jour après jour les certitudes d'avant-hier :

Non, l'argent n'est pas une fin en soi ! C'est un moyen qui devrait se borner à faciliter les échanges de services et de marchandises.

Non, ce ne sont pas les managers grassement payés qui sont essentiels à l'humanité. Ce sont les « petites mains » qui nous nourrissent, qui entretiennent nos villes, qui nous soignent... c'est-à-dire des métiers actuellement déconsidérés et sous-payés.

Non, les riches ne font pas vivre les pauvres. Ce sont les pauvres qui enrichissent les riches. La théorie du ruissellement est une mystification.

Non, la finalité du commerce et de l'industrie n'est pas d'enrichir une infime minorité au détriment du plus grand nombre. Son seul but devrait être de contribuer à l'amélioration du bien commun.

Non, le libéralisme économique n'est pas capable de se réformer ; il a déjà démontré cette incapacité après la crise de 2008. Seuls les États, au travers des organisations internationales, peuvent réguler une économie insensée qui mène l'humanité à sa perte. Mais pour cela, encore faudrait-il que les majorités politiques changent pour que les bonnes décisions puissent enfin être prises.

Or, depuis quarante ans, contrairement à ce que prétend M. Garelli, le néolibéralisme a constamment affaibli les États, d'une part en plaçant ses pions aux postes clés de la gouvernance mondiale, d'autre part au moyen de la sous-enchère fiscale. Les pouvoirs du marché (tels que décrits par Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, dans *Peuple, pouvoir & profits*, 2019), c'est-à-dire les grandes entreprises et ceux qui les détiennent, sont devenus omnipotents et leurs moyens de propagande illimités à travers la presse privée et la publicité.

En près d'un demi-siècle, la presse – quatrième pouvoir de la démocratie, mais confisqué par les barons d'industrie – est devenue de fait le principal pouvoir, formatant les esprits, les imprégnant des dogmes néolibéraux ; de sorte que toutes celles et ceux qui n'ont pas eu les moyens de s'intéresser, par eux-mêmes, à d'autres conceptions de l'économie ont subi, et subissent encore, un véritable lavage de cerveau.

Les journalistes des médias de service public (voire des médias privés) devraient prendre conscience



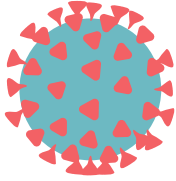
qu'ils sont les seuls à pouvoir éventuellement contrebalancer le rouleau compresseur idéologique et médiatique du néolibéralisme. Malheureusement, par paresse ou par servilité, certain·e·s ne le font pas, se retranchant derrière une sédative pseudo-neutralité.

Dès lors, comment entrevoir que l'« après-crise » pourrait être politico-économiquement différent, si ceux qui forment l'opinion n'ont pas la volonté ou pas le pouvoir de remettre en cause les dogmes néolibéraux ?

Les Ponts-de-Martel, le 2 avril 2020



Luc Rochat
responsable de la
communication du PSMN



Bientôt à la fin de notre troisième semaine de notre si nouvelle vie avec Covid-19, un satané virus qui décime et nous empêche de vivre.

Nous combattons, nous nous organisons, nous restons chez nous, nous sauvons des vies, on ne lâche rien !

JAB
2000 Neuchâtel

LAPOSTE



le point.

Ça fait écho : on ne lâche rien !

Ça fait miroir : elles sont nombreuses, en première ligne de beaucoup de lignes, peu payées, peu protégées, peu valorisées, peu entendues, peu soutenues. Pourtant elles donnent beaucoup, elles portent beaucoup.

Ça fait beaucoup !

Ça fait école :

Nous apprenons ! Le « goût » du sacrifice n'est pas un attribut féminin, il ne relève d'aucune prédisposition ou supposée qualité innée.

Nous apprenons ! Bonifications salariales en temps de crise, c'est gratifiant, ce n'est pourtant pas un substitut à l'approche systémique dont nous avons besoin en matière de revalorisation des métiers à connotation féminine et pour la réalisation de l'égalité salariale par tous les temps.

Nous apprenons ! La fermeture des crèches et structures d'accueil, c'est l'occasion de voir enfin la place centrale du dispositif de garde d'enfants en matière de conciliation vie privée/vie professionnelle, c'est l'occasion de relever la nécessité de consolider cette organisation.

Nous apprenons ! École virtuelle en temps de crise, gestion du foyer et télétravail des parents, superposition de nos rôles... un exercice d'endurance, un tour de force, souvent compliqué à tenir, c'est pourtant l'effort auquel il faut consentir. Période « laboratoire » de nous-mêmes, comme pour mieux s'apercevoir de ce que nous avons intériorisé comme rôles et construit comme liens. Lumière(s) aussi sur comment nous transmettons nos connaissances, partageons nos



savoirs, divisons le temps, trouvons du sens ; sur comment nous apprenons et nous adaptions ; sur la grâce de nos ressources (souvent insoupçonnées) de résilience et d'altruisme. Fenêtre ouverte aussi sur nos corps, nos espaces, nos esprits, nos interactions, sur notre humanité.

Ça fait écho, ça fait miroir, ça fait école, ça fait beaucoup !

Bientôt à la fin de notre troisième semaine de notre si nouvelle vie avec Covid-19, un satané virus qui décime...

À nous de vivre !



Alina Oppikofer
coprésidente FSN

